

BULLETIN PROTESTANT FRANÇAIS

ORGANE

DU COMITÉ PROTESTANT DE PROPAGANDE FRANÇAISE A L'ÉTRANGER

LEGS
Auguste DRUTAILS
1859-1926

ABONNEMENT :

FRANCE 1 fr. 50

102, Boulevard Arago, PARIS

ABONNEMENT :

UNION POSTALE. . . 2 fr.

SOMMAIRE :

NOTRE ALSACE.
UNE INTERVIEW DE M. WILSON.
L'ALLEMAGNE ET LES LOIS DE L'HUMANITÉ.
LA FRANCE JUGÉE PAR UN NEUTRE.
BIBLIOGRAPHIE.

NOTRE ALSACE

La question d'Alsace ! On a dit et répété qu'elle était éternelle et insoluble, que la nature l'avait posée, que les temps anciens l'avaient connue, que, tant qu'il y aurait une France et une Allemagne, l'Alsace serait le champ de leurs rivalités, que la géographie et l'histoire laissaient incertaine la ligne de ses destinées, et que la fatalité pesait sur elle, d'être tiraillée sans relâche entre ses deux grands voisins. Et la conclusion qu'on a donnée à cette théorie, de l'Alsace indécise entre Gaule et Germanie, a été souvent celle-ci : laissons l'Alsace à elle-même, maîtresse de sa vie publique, petit Etat neutre entre deux grands Etats militaires, tampon entre deux puissances qui ne peuvent se réconcilier.

C'est ainsi que M. Camille Jullian pose avec netteté le problème alsacien au début d'une éloquente et récente conférence. Et, dès l'abord, il écarte la solution d'une Alsace neutralisée, en évoquant le sort tragique de la Belgique et de la Serbie.

Un sort pire encore atteindrait une Alsace neutralisée. Pour protéger sa neutralité et son indépendance, il faudrait plus de batailles encore qu'il n'en aura fallu pour l'arracher à l'Allemagne. De l'autre côté du Rhin, on ne peut s'attendre à aucun renoncement. L'Allemagne est la terre des passions implacables et des convoitises permanentes. Avec elle tout est toujours à recommencer. Grâce à notre défaite de 1871, elle a goûté de la rive gauche du Rhin ; elle en voudra toujours, du moins tant qu'il y aura une Allemagne impériale et une société de bandes germaniques. Elle ne sortira de l'Alsace, que pour y rentrer, dès que nous aurons laissé les portes ouvertes. Une Alsace neutre et intermédiaire ! le malheureux destin pour ce glorieux et fraternel pays, que la nature et l'histoire ont attaché à la France comme un membre au corps humain !

Car la nature et le passé le plus lointain de ce pays ne font pas de lui une terre incertaine, pouvant flotter à l'est ou à l'ouest, suivant la force d'attraction de ses voisins. La nature a soudé l'Alsace à la France, et non pas à l'Alle-

magne ; et les premières civilisations, plus fidèles que les nôtres aux lois naturelles, ont fait de l'Alsace une terre gauloise, franchement, absolument, sans hésitations et sans réserves.

* *

La nature d'abord. A l'est de l'Alsace vous avez la plus puissante barrière qui puisse fermer une nation, la barrière du Rhin.

Ne me dites pas que le Rhin, qu'un fleuve rapproche toujours les hommes au lieu de les séparer, qu'il sert de lien entre les sociétés humaines, et non pas d'obstacle entre les nations. Ne me parlez pas à ce propos de l'Egypte qui s'est formée sur les deux rives du Nil, de la Hongrie sur les deux rives du Danube, de Paris qu'embrasse joyeusement le double bord de la Seine. Le Rhin, en Alsace, ne ressemble ni à la Seine, ni au Danube, ni à n'importe quel fleuve pacifique dont les riverains s'interpellent joyeusement d'un côté à l'autre. Le Rhin, dans sa traversée d'Alsace, est une chose extraordinaire. Il faut aller là-bas, pour bien comprendre. Traversez-le au pont de Kehl à Strasbourg, ou au pont de Brisach ; arrêtez-vous sur ses rives, et regardez.

Ce n'est un fleuve qu'en apparence. Rien n'est moins attrayant. Les bords, et du côté allemand et du côté français, se perdent dans un dédale de bras, de ruisseaux, de marécages, de terrains bas et fangeux. A de certains moments, l'inondation recouvre toutes ces terres riveraines, et cela fait un bras de mer ayant parfois plus de dix kilomètres de large. Aller d'un bord à l'autre est une affaire souvent impossible. Il a fallu des prodiges de travail pour construire ces deux ponts. Le fleuve n'en voulait pas. Il ne veut point d'habitations sur ses deux rives : je ne parle, bien entendu, que dans sa traversée de l'Alsace. Les grandes villes de ce pays, Mulhouse, Colmar, Schlestadt, Strasbourg, sont loin du Rhin. Elles l'ignorent. Elles lui tournent le dos. Le Rhin ne compte absolument pas dans la vie de Colmar, de Mulhouse, presque pas dans celle de Strasbourg. Les vrais hôtes de ses deux rives, ce sont les oiseaux sauvages qui sifflent et crient, les herbes marécageuses qui frissonnent à la brise du Nord. Ses eaux ont l'air d'écarter, de disjoindre les bords. C'est véritablement la fin de deux mondes, de l'Allemagne, dont les premières hauteurs apparaissent à l'horizon, de la France, dont on voit les Vosges toutes voisines, franches et hospitalières.

* *

Oh ! je sais bien qu'on fera aussitôt intervenir le rôle des Vosges en l'affaire. C'est, dit-on, une chaîne de montagnes : et la mission de ces chaînes est de servir de frontières. C'est une muraille, et ce ne peut être que la muraille qui enserme la France au levant, du côté de l'Allemagne.

12826

M. Camille Jullian montre comment avec leurs faibles altitudes, leurs pentes douces, leurs passages faciles les Vosges n'ont jamais constitué une barrière entre la Franche-Comté et l'Alsace.

Et puis, ce que la nature a fait de mieux pour donner à la France toutes les Vosges, et avec elles toute l'Alsace, c'est qu'elle a ouvert, aux deux extrémités de la montagne, de grandes et larges portes, toutes disposées pour recevoir des avenues humaines, des chemins riches de choses et d'hommes.

Ces deux ouvertures, le col de Saverne au nord des Vosges, la trouée de Belfort au sud, se sont comme de beaux couloirs par où passeront toujours soldats et idées de France. Il n'importe qu'il y est les Vosges entre eux deux. Ils forment (pardonnez l'expression), deux bras toujours tendus par lesquels la France s'en va, autour de la montagne, étreindre et embrasser sa chère Alsace, et rattacher la vie de sa province à ses propres destinées. Et quiconque, roi ou peuple, a songé à séparer l'Alsace de la France, a par là-même violé les droits de la nature, disons plus encore, enfreint les volontés de la Providence.

Les hommes se sont conformés à ces lois de la nature. C'est du côté du couchant, du côté de la Gaule qu'ils ont cherché leurs inspirations et leurs intérêts ; c'est de là que leur sont venus les premiers éléments de la vie civilisée. L'Alsace doit à la Gaule ce qui, pendant plus de vingt-cinq siècles, a fait le charme de ses campagnes et le goût de son esprit. A la Gaule, elle doit d'avoir cultivé ses terres. Le blé a toujours été chose de Gaule : cultiver le sol n'était pas une opération germanique. Et c'est de Gaule aussi qu'elle reçut la cerise et la vigne. Par ce triple don qui a mis sur ce sol tant de variété, dans les âmes tant de finesse, elle est fille de notre patrie, elle est notre patrie même.

L'Alsace appartenait à la Gaule, corps et âmes. Ses chefs de tribus dépendaient des chefs de cités gauloises, des conseils suprêmes de la nation. Ses druides se rendaient aux assemblées de la Loire. Le dieu qu'on adorait au Donon était le dieu universel des Celtes. Et toutes les ondes morales qui se formaient sur la rive gauche du Rhin, convergeaient vers le foyer sacré de la Gaule et non seulement elle a appartenu à la Gaule, en sa terre et en ses pensées, mais par une merveilleuse action réciproque, elle a contribué à son tour à compléter la Gaule, à achever l'accord entre les peuples et les sentiments de la grande patrie. Fille de la Gaule, elle s'est dressée pour soutenir la patrie qui l'avait créée. — Voilà les leçons de son passé.

Ce passé, les adversaires de M. Jullian, ne le contestent pas :

— Oui ! l'Alsace a été gauloise, il y a vingt-cinq siècles. Hé bien ! Qu'importe au présent ? Elle a été gauloise, elle deviendra germanique.

Et M. Jullian répond en acquiesçant à ses adversaires :

Laissons le présent fixer le présent : je le veux bien. Ne parlons pas du passé, et, comme disait Fustel de Coulanges, réglons l'affaire de l'Alsace les yeux dans les yeux, et l'épée à la main.

Croyez-vous donc, ajouterai-je à nos ennemis, que nous tenons tellement à trouver des arguments dans le passé ? Hélas ! ce n'a jamais été l'habitude des Français, de glorifier leur propre histoire. Il n'y a peut-être pas de nation

où les érudits aient eu moins de chauvinisme. Nous avons abandonné à la Germanie et Clovis et Charlemagne et bien d'autres. Il fut un temps où l'on disait chez nous que les Germains nous avaient appris la liberté et la poésie, qu'ils nous avaient fait connaître la chevalerie et la justice. Assurément non, jamais le patriotisme n'a égaré nos anciens historiens, et je dirais plus volontiers qu'ils se sont laissés plutôt tromper par un internationalisme ingénu et maladroit.

Si nous revendiquons l'Alsace pour la Gaule, c'est d'une part à cause de la vérité même ; et c'est en outre par mesure de défense et de protection, et non pas d'attaque et de combat. Depuis plus de cent ans, les érudits d'Allemagne se sont acharnés à vouloir faire de l'Alsace une terre germanique. Depuis plus d'un siècle, ils se sont tous employés à cette tâche, ils y ont déployé, je le reconnais, une science infinie. Et s'ils ont fait cela, n'est-il pas vrai ? ce n'est pas en savants désintéressés, c'est en pangermanistes rétroactifs ; c'est pour justifier le fameux liseré vert ou rouge par lequel ils indiquaient sur leur atlas d'école l'éternelle et nécessaire limite de la race élue entre toutes. Et nous n'aurions pas le droit, nous autres chercheurs de France, de détruire les mensonges, de rétablir la vérité, de parler de l'Alsace gauloise ? Vous vous arrogez le droit de la prendre contre toute réalité, et nous n'aurions pas le droit de la réclamer en toute justice ?

Rassurez-vous d'ailleurs : les Celtes ont occupé la Souabe et la Bavière, ils ont appris à vos ancêtres l'art de cultiver la terre, de fonder des villes (que vous avez conservé) et celui de pratiquer la justice (que vous avez oublié). Cependant, je vous l'affirme, nous ne voulons pas de votre Souabe et de votre Bavière, mais nous voulons de l'Alsace, qui fut française. Nous voulons aller jusqu'au Rhin.

Et si aujourd'hui j'ai rappelé cette très ancienne chose, cette indéfectible vérité de l'Alsace gauloise, je vous l'avoue maintenant, ce n'est pas seulement pour fixer un fait du passé, c'est aussi pour arrêter une espérance de l'avenir.

Non ! le passé ne doit pas déterminer nos volontés. Reconstituer d'anciennes limites est une chimère malsaine et criminelle, simple prétexte à des meurtres d'hommes, à des vols de provinces, à des convoitises diaboliques. Et, je le répète, triple fou et triple bandit serait celui qui voudrait conquérir des terres lointaines, parce qu'il serait petit-fils de Celte ou petit-fils de Germain, héritier d'Ambigat ou de Barberousse.

Mais, en ce qui concerne l'Alsace et les limites de la Gaule, il ne s'agit pas (c'est ce que je me suis efforcé de montrer ici) il ne s'agit pas de souvenirs du passé. Il s'agit de lois éternelles, ce qui est tout différent. Que l'Alsace ait été gauloise, que la Gaule, par delà des Vosges franchement siennes, que la Gaule se soit arrêtée au Rhin, ce ne sont pas de simples accidents dans la vie des peuples d'autrefois, ce sont les conséquences de principes naturels et providentiels. L'Alsace a été gauloise, parce que, dès qu'il s'est formé sur cette rive du Rhin une grande nation, une patrie consciente, une famille idéale, il fallait que l'Alsace lui appartint, comme les bras appartiennent au corps et comme les idées appartiennent à l'âme. Il le fallait parce que ses rivières, les pentes de ses terres, les rubans de ses routes, viennent tous du sol gaulois ; parce que ces rivières, ces routes et ces terres s'arrêtent au Rhin, fossé infranchissable ; parce que dieux et villes, cultures et coutumes, tout naturellement, sont descendus du Midi et du Couchant vers les plaines accueillantes de Colmar et de Strasbourg. Et comme toutes ces conditions du sol d'Alsace n'ont point changé, et comme tous ces êtres des villages d'Alsace n'ont point changé, l'éternité des choses fait l'éternité des espérances. L'Alsace est terre de France par la raison qu'elle a été terre de Gaule.

UNE INTERVIEW DE M. WILSON

Le président Wilson vient d'avoir avec des journalistes une conversation que la presse a reproduite d'abord par fragments, ensuite tout entière. L'intention du président a été sans doute de consolider la paix morale de son pays par une affirmation catégorique de neutralité. Mais cette affirmation l'a entraîné plus loin que, semble-t-il, il n'était nécessaire. Neutralité et scepticisme ne sont pas synonymes.

Le Temps :

Des liens trop profonds nous unissent aux Américains pour que nous usions de détours à leur égard. Quand le président dit : « Nous n'avons rien à voir avec la querelle présente », il énonce un fait. Quand il ajoute : « Cette querelle a entraîné si loin ceux qui y sont engagés qu'ils ne peuvent se maintenir dans les limites de la responsabilité », il est injuste pour les peuples qui, dans cette querelle, défendent contre une odieuse agression le droit écrit et le droit naturel. Quand il conclut : « Si le reste du monde est fou, pourquoi ne pas refuser d'avoir rien à faire avec ce reste du monde ? » il froisse les nations libres qui luttent pour leur indépendance, leur dignité et leur existence.

Etre neutre, c'est bien. Mais cela ne suffit pas. La neutralité représente un total d'obligations internationales. Elle n'épuise pas les exigences de la conscience individuelle et de la conscience nationale. A de certaines heures, il a paru que le pape méconnaissait cette vérité, et bien des cœurs français en ont souffert. Il nous est pénible — et nous n'avons pas à nous en cacher — que le chef élu de la démocratie américaine s'inspire aujourd'hui du même dilettantisme et refuse de « dire le droit », pour lequel se sont prononcés avec éclat les meilleurs de ses concitoyens.

M. Wilson prétend que nous sommes entraînés hors des limites ordinaires de la responsabilité. Nous sommes au contraire convaincus que quand la Belgique préfère les horreurs de l'invasion à l'abandon de sa parole; quand la France défend sa frontière envahie; quand la Russie lutte pour l'existence de la Serbie — nous sommes, disons-nous, profondément convaincus que ces puissances agissent dans le plein exercice de la plus sainte des responsabilités et que le droit dont elles usent se confond pour elles avec le devoir.

Le président, nous le savons, peut invoquer comme précédent le vieil esprit monroïste dans sa forme la plus étroite — affectation d'indifférence dédaigneuse à l'égard des choses d'Europe. Mais une nation de quatre-vingt-dix millions d'âmes ne s'isole pas à volonté dans une tour d'ivoire. La guerre européenne est le plus grand duel d'idées des vingt derniers siècles. Deux morales, deux conceptions de la vie s'y opposent l'une à l'autre. On peut être neutre politiquement. On ne peut pas être neutre moralement. Il faut choisir. Le choix de l'élite américaine est fait et il n'a pas attendu, pour se fixer, le torpillage de la *Lusitania*.

Cette élite américaine, nous le savons et nous l'en remercions, ne s'associe pas à la réserve sceptique de son président. Les manifestes des universités, les discours de Roosevelt, de Root et d'Elliot ont déjà signifié au monde que l'Amérique libre a jugé et qu'elle a pris le parti de la liberté. Il est certain que M. Wilson n'est pas d'un autre sentiment. On n'en regrettera pas moins qu'une fausse conception des devoirs de sa charge l'expose à paraître, suivant la noble formule de M. Paul Hyacinthe-Loyson, « neutre devant le crime ».

Jusqu'au jour de la victoire nous ne nous lasserons pas de répéter, la main sur l'épée, que nous sommes les défen-

seurs de l'honneur international. Notre bonne conscience, en effet, est une partie de notre force. C'est elle qui a fait l'union sacrée. C'est grâce à elle qu'aujourd'hui un Français se sent frère de tout autre Français et qu'entre les nations alliées règne la même fraternité. La violence de la querelle n'a pas comme paraît le croire M. Wilson, égaré notre raison. Notre raison s'est révoltée contre l'agression. Notre raison nous dit que nous sommes les ouvriers de la bonne cause et que sur nos champs de bataille nous sauvons l'avenir des libertés humaines.

Nous ne demandons pas aux neutres de nous sacrifier leurs intérêts. Nous leur demandons seulement de ne pas taire ce que leur conscience leur dicte. Toute assimilation de notre lutte défensive à la guerre de rapine déchaînée par l'ennemi nous blesse jusqu'au fond du cœur, parce que, dans nos dures souffrances, la certitude d'être purs de responsabilité est notre réconfort et notre guide. M. Wilson auteur de la note qui a rivé l'Allemagne à ses crimes, ne peut pas avoir oublié que dans cette lutte atroce il n'y a que dans un seul camp des assassins de femmes et d'enfants.

Si c'est dans l'attente d'une ultérieure activité médiatrice que le président américain a cru devoir pousser si loin la réserve de son jugement nous croyons qu'il s'est trompé sur le but et sur les moyens. Car dans cette hypothèse, le respect du droit pour lequel nous luttons, s'imposerait au médiateur comme le premier de ses devoirs, et s'il s'y dérobait, son autorité n'y résisterait pas. L'Allemagne a voulu fortifier l'injustice. Notre force travaille à briser la sienne, et notre victoire sera celle de la probité internationale.

Notre vif attachement pour les Américains nous rend particulièrement sensibles à tout ce qui nous vient d'eux. Mais un mot malheureux de leur président pèse peu en regard de tant de preuves d'estime et d'affection que nous avons reçues d'outre-mer.



L'Allemagne et les lois de l'humanité

Dans un article publié par le *Petit Journal*, et qui est une véritable page d'histoire, M. Henri Welschinger, de l'Institut, rappelle dans quelles circonstances l'Allemagne, qui se plaint, au nom de l'humanité, que les alliés veulent affamer sa population civile, affama la population parisienne en 1870-71 :

« Nous mettrons Paris à la Diète jusqu'à ce qu'il ait conclu une paix qui nous donne satisfaction », avait dit Bismarck. — Nous n'avons rien à leur donner du tout s'écria son cousin le comte de Bismarck-Bohlen. Qu'ils se tirent d'affaire comme ils pourront !

— Tu veux donc les laisser mourir de faim ?

— Et après ?

— Comment, malheureux, et après ? Eh bien, et mes contributions, qui est-ce qui les paierait ?

Puis, avec un gros rire :

— Je crois tout de même que le meilleur moyen serait de donner des provisions aux Parisiens, puis de les laisser de nouveau crever de faim ; puis de leur donner encore des provisions. C'est le système de la bastonnade. Quand vous l'administrez sans discontinuer, ça finit par ne plus faire d'effet. Mais si vous arrêtez et si vous reprenez, ah ! dame, ça fait plutôt mal. Je sais cela. J'ai été jadis employé dans un tribunal criminel et, de temps à autre, on y appliquait la bastonnade. » En disant cela, le chancelier mangeait de grosses perdrix, puis dévorait un jambon succulent et avalait du champagne à plein verre.

Il télégraphiait ensuite à Gambetta : « Epuisement absolu des vivres à Paris. Population réduite aux provisions de l'armée allemande. Assemblée décidera guerre ou paix. » Gambetta ne lui répondit pas, mais il s'adressa ainsi à la France :

« Paris, inexpugnable par la force, a été vaincu par la famine. La cité reste intacte comme dernier hommage arraché par sa puissance et sa grandeur à la barbarie. »

Mais, comme s'il eût honte enfin d'avoir obtenu la capitulation en affamant Paris, Bismarck eut l'audace d'accuser l'Angleterre d'avoir préconisé cette mesure inhumaine. « Cette idée, a-t-il osé écrire dans ses *Souvenirs*, venue d'Angleterre, était arrivée dans notre camp. A Londres, on pensait que la capitulation de Paris devait être amenée non par le feu du canon, mais par la famine, et de Londres cette idée avait pénétré dans notre Cour. »

Il voulait donc rendre l'Angleterre responsable de la famine dont Paris a souffert, et Bismarck, comme aujourd'hui Bethmann-Hollweg, avait seul le droit de se targuer d'avoir respecté les lois de l'humanité !



LA FRANCE JUGÉE PAR UN NEUTRE

M. Nyrop, un érudit danois, ami fervent de notre pays, vient de publier à Copenhague un livre intitulé « France » et animé du plus bel enthousiasme pour tout ce qui est français.

Terre de France, mult estes dulz país ?

Figaro du 27 décembre 1915.

Voici un admirable instrument de propagande pour la France. C'est l'œuvre d'un neutre, le professeur K. Nyrop, l'érudit danois dont les travaux sur la langue et la littérature françaises du moyen âge sont connus, et dont les conférences faites à la Sorbonne, deux ou trois ans avant la guerre, eurent un grand retentissement.

Elève de notre Ecole des chartes, il a longuement étudié la France. Il la connaît bien. Le livre intitulé : *France*, qu'il vient de publier à Copenhague et qui a, en quelques jours, atteint plusieurs éditions, est animé d'un bel enthousiasme pour tout ce qui est français.

Tere de France, mult estes dulz país !

« Ce vers de la *Chanson de Roland*, dit M. Nyrop, exprime avec un charme infini l'amour des Français pour leur patrie. La France est de toutes les nations celle qui, la première, a pris conscience de son unité nationale. Avec le patriotisme, la foi religieuse exalta de bonne heure l'âme des Français. Le mouvement des croisades eut son point de départ en France. La chevalerie ne fut nulle part aussi brillante ; d'ailleurs, la folie héroïque des anciens chevaliers y subsiste toujours. Les admirables « poilus » d'aujourd'hui, les jeunes élèves de l'Ecole de Saint-Cyr allant au feu gantés de blanc, le plumet au shako, montrent autant de généreuses intrépidité que les preux du moyen âge. »

Au sujet des combats de septembre 1915 et de la marche en avant accomplie par nos soldats à l'ouest de la ferme de Navarin, M. Nyrop cite l'appréciation d'un officier danois :

« A travers la sécheresse des communiqués, on distingue une attaque héroïque menée sans souci du danger, avec une folle et noble imprudence. Les Lacédémoniens qui se rendirent immortels aux Thermopyles ne montrèrent pas un plus grand mépris de la mort que les combattants anonymes qui sont tombés sur le sol de la Champagne. »

Dans l'âme de tout Français, ajoute M. Nyrop, sommeille cette héroïque folie dont la littérature contemporaine nous a donné une splendide personnification dans *Cyrano de Bergerac*. »



« La France, dit-il plus loin, possède la « force qui se tait et qui dure ». Beaucoup d'étrangers la jugent sur une impression superficielle qu'ils rapportent d'un court séjour à Paris. Ils n'ont vu que le côté brillant de la vie parisienne. Sous cette surface trompeuse, il y a la vraie France, laborieuse, endurante, aimant par-dessus tout la famille et le foyer. »

« Mais, continue M. Nyrop, ce qui peut-être plus que tout le reste honore les Français, c'est l'esprit d'humanité dont ils font preuve à la guerre. Ils ont remplacé le *Vae victis* des anciens par le *Gloria victis*, expression des plus beaux sentiments d'un peuple. Jamais les fils de la « douce France » n'ont adopté la doctrine allemande, digne des hordes d'Attila, que « plus une guerre sera cruelle, plus elle sera humaine, car plus elle sera courte ». Cette doctrine atroce est un fruit du militarisme. La nation française obéit à un idéal supérieur. »

Quel autre peuple au monde, demande l'éminent écrivain, a intercalé dans son hymne national, dans son chant de guerre, l'appel à la pitié qu'est cette strophe :

Français, en guerriers magnanimes,
Portez ou retenez vos coups.
Epargnez ces tristes victimes...



A l'époque de la Renaissance, l'Ecossois Buchanan s'écriait :

Salut, France, patrie de tous les hommes !

« Le mot est toujours vrai, car l'influence de la France est restée la même. La France a rallumé le flambeau qui brillait jadis à Athènes et à Rome et que les Barbares avaient éteint.

« Le bon goût règne en France ; la beauté, la grâce, l'harmonie des lignes sont inséparables du génie français, lequel n'admettra jamais le « colossal », l'exagération qu'affectionnent les Allemands. Si la France est le flambeau du monde, Paris est le sourire de l'Europe. »



« L'histoire, écrit enfin le professeur Nyrop, nous montre souvent la France au faite de la prospérité et de la puissance ; d'autres fois elle nous apparaît au bord de l'abîme. Après ses revers elle s'est toujours relevée plus belle, plus forte et plus fière. L'adversité est vraiment pour elle un feu purifiant. Tantôt c'est une Jeanne d'Arc qui délivre le pays envahi, tantôt c'est, comme dans la guerre actuelle, la nation entière qui se lève pour défendre la patrie. »



BIBLIOGRAPHIE

des Publications du Comité protestant de propagande française

102, boulevard Arago

- DOUMERGUE Emile (Doyen de la Faculté libre de théologie protestante de Montauban). — *Le Droit et la Force*.
— *L'Empire de Kultur*.
— *L'Allemagne religieuse*.
JULLIAN Camille (Membre de l'Institut, prof. au Collège de France). — *La tradition française*.
— *Notre Alsace*.
WICKHAM STEED Henry. — *L'Angleterre et la Guerre*.
MONNIER Henri (Pastor). — *Le Dieu allemand et la Réforme*.
ROBERTY J.-Emile (Pasteur). — *La déviation matérialiste de la Civilisation chrétienne* (Les idées du général Von Bernhardi).
FLACH Jacques (Membre de l'Institut). — *La déviation de la justice en Allemagne. Par le Comité : Réponse à l'Appel allemand aux Chrétiens Evangéliques de l'Etranger*.
— *La formation de l'esprit public allemand*.
BONNARD Albert (Rédacteur en chef du *Journal de Genève*).
— *L'Allemagne politique*.
VANDERVELDE M. (Ministre d'Etat). — *La Belgique*.
W. MONOD (Pasteur). — *Le manifeste des 93*.
— *Jusqu'au bout*.

